

LA DÉFENSE NATIONALE

LE SYSTÈME ABM—L'ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE CANADIENNE

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser la question suivante au premier ministre? Elle porte sur sa déclaration à la Chambre, le 19 mars dernier, consignée à la page 6853 du *hansard*. Il a déclaré à propos du système ABM:

«Si, une fois bien renseignés, nous avons lieu de conclure que le système ABM est une escalade, de nature à engendrer de plus grands risques pour l'humanité, nous le réproverons. Nous dirons aux États-Unis que nous le désapprouvons. Si, d'autre part, nous sommes persuadés qu'il s'agit d'une initiative nécessaire...

M. l'Orateur: A l'ordre, l'honorable député voudrait-il reprendre sa place? Puis-je lui rappeler que le Règlement lui interdit de citer longuement une réponse.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je crois avoir lu une assez grande partie de la déclaration pour signaler que le premier ministre a dit à la Chambre le 19 mars que le gouvernement, après avoir étudié toute la question du système ABM, serait prêt à faire une déclaration condamnant la mise sur pied du système Safeguard ou acceptant de collaborer à cette entreprise. Étant donné que le leader du parti majoritaire au Sénat américain a déclaré...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je n'ignore pas l'importance du problème sur lequel porte la question du député, mais la longueur de celle-ci ne devrait pas dépendre de son importance. Que le député veuille bien poser sa question.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Je me conforme à votre décision, monsieur l'Orateur. Étant donné que le leader du parti majoritaire au Sénat américain a déclaré qu'une décision sera probablement prise d'ici quelques jours sur la mise sur pied du système Safeguard, je me demande si le premier ministre a décidé que le gouvernement condamnerait ou non cette entreprise et quelle sera la politique du gouvernement relativement à cette question qui intéresse toute l'humanité.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, je me demande si le pre-

mier ministre peut donner à la Chambre et au pays une idée de la date à laquelle le gouvernement prendra une décision. Cette question est en suspens depuis mars. C'est l'un des nombreux sujets qui traînent. Quand le gouvernement a-t-il l'intention de prendre une décision et même en a-t-il l'intention?

Le très hon. M. Trudeau: Le gouvernement est pressé de se remettre à l'étude de ce point et d'autres dont il a été saisi. Dès que nous en reviendrons au système du tableau de présence, nous aurons peut-être plus de temps pour le reste.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, étant donné que le premier ministre est impatient de revenir à l'œuvre, va-t-il expliquer à la Chambre pourquoi il veut attendre jusqu'au 22 octobre pour reprendre la session, surtout si l'on songe qu'il y a tant de travail à faire?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je doute que la question de l'honorable représentant soit recevable sous cette forme. En tout cas je la vois litigieuse.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LES WAGONS COUVERTS EN NOMBRE SUFFISANT

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Monsieur l'Orateur, étant donné que l'année-récolte actuelle prendra fin dans quelques jours, alors que bon nombre de stations d'élevateurs ont commandé des wagons couverts qui ne seront pas disponibles, le ministre des Transports prendra-t-il la responsabilité de convoquer la direction du Canadien National et du Canadien Pacifique pour examiner s'il est possible, durant les quelques jours qui nous restent, d'envoyer des wagons supplémentaires afin de prendre livraison du contingent de cinq boisseaux qu'on a institué? Je songe aux hésitations dont fait preuve la Commission canadienne du blé à cet égard.

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai pris contact avec les responsables des deux compagnies de chemin de fer. Ils connaissent la situation. Je vais faire en sorte qu'ils soient au courant des faits que le député a exposés dans sa question. Je vais également consulter le ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que le ministre de l'Agriculture dans l'espoir qu'on mettra ces voitures supplémentaires à la disposition des intéressés.